

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SITUATION DE L'EMPLOI EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Actualisation au 24 octobre 2018

Depuis le début de l'année 2018, les indicateurs économiques de la région montrent des signes de ralentissement par rapport à 2017. En particulier, l'emploi salarié se replie au deuxième trimestre et le recours à l'intérim des établissements de la région recule depuis le début 2018. Toutefois, les climats des affaires dans les différents secteurs et les perspectives au niveau national et régional restent globalement bien orientés.

ENVIRONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

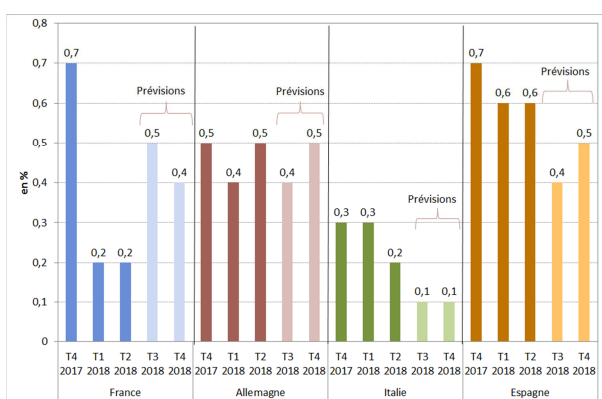
INTERNATIONAL : UNE CROISSANCE À DEUX VITESSES

1

Au deuxième trimestre les écarts de croissance se sont creusés entre les économies avancées. L'activité a fortement progressé ce trimestre aux États-Unis (+1,0 %) porté par la consommation et l'investissement privé qui ont bénéficié de mesures fiscales. Elle a rebondi au Japon (+0,7 % après -0,2 %), l'investissement et la consommation étant repartis à la hausse. La croissance a été moins vigoureuse en Europe : +0,4 % dans la Zone Euro et au Royaume-Uni.

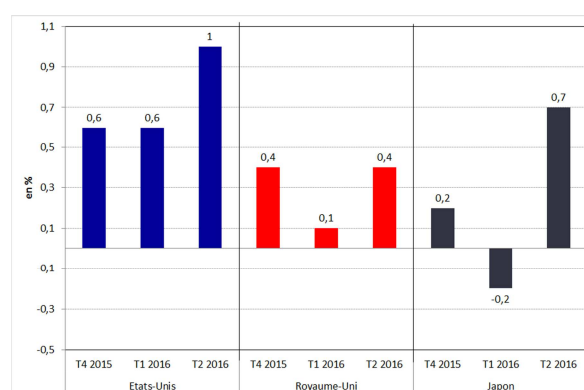
En zone euro, l'investissement des entreprises a été dynamique mais la consommation des ménages est restée timide (+0,2 %). Le PIB a davantage progressé en Espagne (+0,6 %) et en Allemagne (+0,5 %) qu'en Italie (+0,2 %).

Évolutions du PIB et prévisions de croissance dans la Zone Euro



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions du PIB et prévisions de croissance pour les principaux partenaires de la France hors Zone Euro



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

TENDANCES NATIONALES

- **Une croissance moins vigoureuse au premier semestre²** : Après une croissance solide en 2017, l'activité française ralentit au début de l'année 2018 : +0,2 % par trimestre au premier semestre 2018. La consommation des ménages pâtit des grèves dans les transports, de moindres besoins en énergie du fait d'un printemps précoce, mais aussi de la baisse du pouvoir d'achat enregistrée au trimestre précédent. Les échanges extérieurs pèsent également sur la croissance. En revanche, l'investissement se redresse nettement.
- **Le climat des affaires repart à la hausse en septembre³** : En septembre 2018, le climat des affaires se redresse après avoir reculé depuis début 2018. Il demeure à un niveau relativement élevé. Il augmente dans le commerce de gros et les services tandis qu'il se replie dans l'industrie et le commerce de détail. Il est stable dans le bâtiment.
- **Le climat de l'emploi peu plus favorable³** : En septembre 2018, le climat de l'emploi s'améliore un peu et se maintient à un niveau élevé.
- **L'emploi salarié est stable au 2^e trimestre 2018⁴** : Au deuxième trimestre 2018, les créations nettes d'emploi salarié atteignent +12 500 après +47 500 au trimestre précédent (soit 0,0 %, après +0,2 %). L'emploi salarié recule de nouveau dans la fonction publique (-11 800), et ralentit dans le privé (+24 300). Sur un an, il s'accroît de 207 600 (soit +0,8 %) : +236 000 dans le privé et -28 300 dans la fonction publique. L'emploi diminue à peine dans l'industrie et continue de croître solidement dans la construction. Il ralentit dans les services marchands, et se replie un peu dans l'intérim.
- **taux de chômage diminue au 2^e trimestre 2018⁵** : en France métropolitaine, le **taux de chômage au sens du BIT** baisse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et s'établit à 8,7 % de la population active. Dans le même temps le taux d'emploi augmente de 0,1 point et le taux d'activité est stable. Le taux de chômage baisse pour les jeunes et les personnes de 25 à 49 ans ; il est stable pour celles de 50 ans ou plus. Au 2^e trimestre 2018, le **taux de chômage de longue durée** s'établit à 3,6 % de la population active, comme au trimestre précédent. Il diminue de 0,4 point sur un an.

PRINCIPALES PERSPECTIVES¹

- L'activité resterait robuste dans l'ensemble de la Zone Euro d'ici la fin 2018. En France, l'activité serait plus vigoureuse au second semestre. Au troisième trimestre, elle bénéficierait du rebond de l'activité dans les secteurs ayant pâti des grèves dans les transports, par contrecoup du retour à la normale de l'activité. De plus, les immatriculations ont bondi cet été. La consommation des ménages repartirait ainsi et serait également tirée par la progression du pouvoir d'achat attendue sous l'effet des baisses de cotisations salariales et de la réduction de la taxe d'habitation. L'investissement des entreprises resterait tonique ; celui des ménages demeurerait en revanche atone. Enfin, les exportations accéléreraient en fin d'année, en raison de livraisons aéronautiques.
- L'emploi marchand ralentirait en 2018 (+129 000 après 342 000), en lien avec le ralentissement de l'activité. Alors que l'intérim a perdu des emplois au deuxième trimestre, l'emploi dans les services conserverait un rythme de croissance moins dynamique qu'en 2017 et l'industrie continuerait de réduire ses effectifs d'ici la fin de l'année.
- Le taux de chômage continuerait de baisser.

¹ Point de conjoncture octobre 2018, Insee.

² Insee, Comptes nationaux trimestriels, Informations rapides, septembre 2018.

³ Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, Informations rapides, octobre 2018.

⁴ Insee, Emploi salarié – 2^e trimestre 2018, Informations Rapides, septembre 2018.

⁵ Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) – 2^e trimestre 2018 – août 2018.

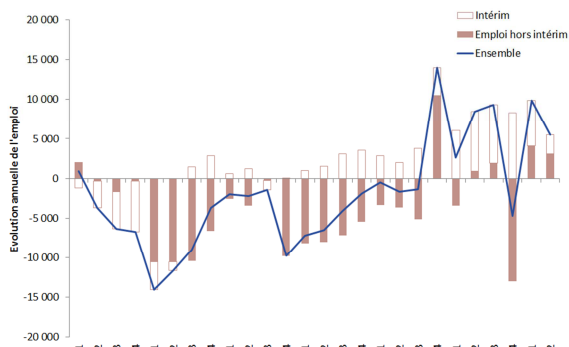
L'EMPLOI SALARIÉ SE REPLIE DANS LE PRIVÉ ET LE PUBLIC

L'emploi salarié total (privé et public) recule au 2^e trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté alors qu'il est stable au niveau national. Dans la fonction publique, l'emploi salarié poursuit son repli dans la région, au même rythme qu'au trimestre précédent : 960 emplois sont supprimés, soit une baisse de 0,4 %. Au niveau national, il diminue de 0,2 %. Dans le privé, l'emploi salarié baisse également en Bourgogne-Franche-Comté (-0,3 %, soit 2 460 emplois détruits). En France, il augmente légèrement (+0,1 %).

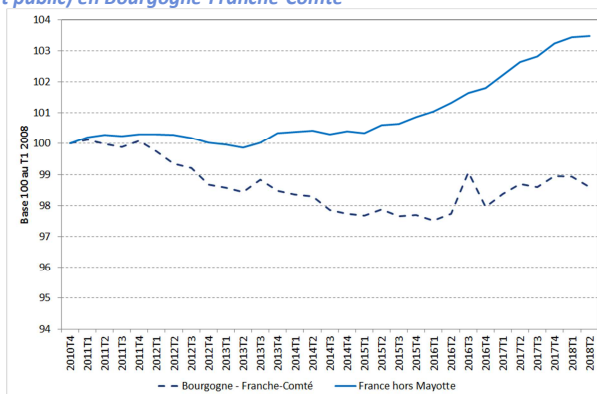
Sur un an, l'emploi salarié recule légèrement (-0,1 %) dans la région tandis qu'il augmente de 0,8 % au niveau national. Cet écart de croissance est dû à la fois à la baisse plus prononcée de l'emploi salarié public dans la région (-1,1 % contre -0,5 % en France) et à la moindre progression de l'emploi salarié privé (+0,2 % contre + 1,2 % en France).

L'emploi salarié total baisse dans l'ensemble des départements à l'exception du Doubs et de la Haute-Saône où il se stabilise. Dans le Doubs, la baisse de l'emploi salarié dans l'industrie est compensée par l'augmentation de l'emploi dans les autres secteurs. En Haute-Saône, le recul de l'emploi dans le tertiaire non marchand est compensé par la hausse des effectifs dans l'intérim, l'industrie, l'agriculture et la construction. L'emploi salarié se replie dans les autres départements de -0,2 % dans la Nièvre à -0,7 % en Saône-et-Loire. Dans ce dernier département, l'emploi recule dans l'ensemble des secteurs, en particulier dans l'agriculture, l'intérim et le tertiaire non marchand. Dans le Jura et dans une moindre mesure en Côte-d'Or, l'emploi salarié pâti des destructions d'emploi dans le tertiaire non marchand. Dans le Territoire de Belfort, le repli de l'emploi salarié est principalement dû au repli de l'emploi intérimaire.

Évolution de l'emploi salarié total (privé et public) en Bourgogne-Franche-Comté



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE



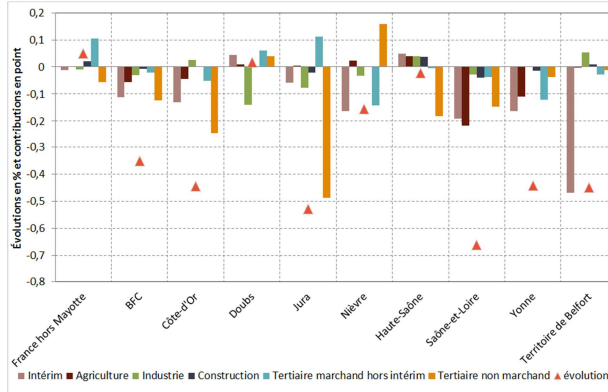
Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions de l'emploi salarié dans la région

	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	2e trim. 2017	1e trim. 2018	2e trim. 2018	trimestrielle	annuelle
Côte-d'Or	214	214	213	-0,4	-0,4
Doubs	195	196	196	0,0	0,7
Jura	85	86	85	-0,5	-0,2
Nièvre	66	66	66	-0,2	-0,1
Haute-Saône	67	67	67	0,0	-0,2
Saône-et-Loire	185	186	184	-0,7	-0,4
Yonne	110	110	109	-0,4	-0,2
Territoire de Belfort	52	52	52	-0,4	-0,5
Bourgogne - Franche-Comté	973	976	972	-0,4	-0,1
France hors Mayotte	24 972	25 167	25 180	0,0	0,8

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Source : Insee, estimations d'emploi.

Contribution des secteurs à l'évolution trimestrielle de l'emploi salarié



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

LE TERTIAIRE MARCHAND SE REPLIE

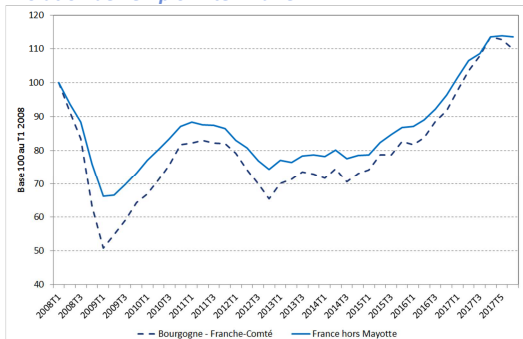
Au 2^e trimestre 2018, la baisse des effectifs salariés dans le tertiaire marchand s'explique principalement par l'intérim ; le commerce se replie également légèrement (-0,2 %). L'emploi intérimaire fléchit depuis le début de l'année 2018 (-0,7 % au 1^{er} trimestre puis -2,5 % au deuxième) après avoir fortement augmenté depuis la fin de l'année 2016. Au niveau national, il baisse de 0,4 % ce trimestre. Avec 42 000 intérimaires comptabilisés fin décembre dans les entreprises de travail temporaire de la région (cf. Encadré Mesurer l'intérim p11), l'emploi intérimaire reste à un niveau élevé.

Au 1^{er} trimestre 2018, la baisse de l'emploi intérimaire dans la région s'expliquait essentiellement par le repli des effectifs intérimaires dans le Doubs. Au 2^e trimestre 2018, l'emploi intérimaire se redresse légèrement dans ce département et continue d'augmenter en Haute-Saône mais il fléchit dans tous les autres départements.

Sur un an, l'intérim a progressé à peu près au même rythme dans la région qu'au niveau national (respectivement +6,1 % et +6,5 %).

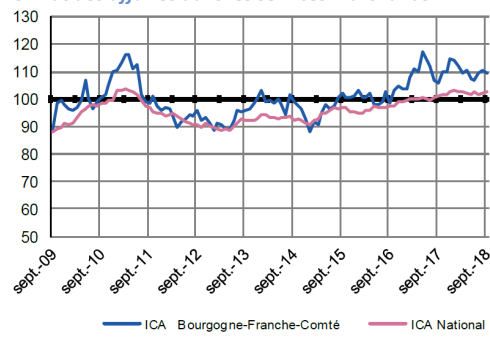
D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France⁶, le climat des affaires s'est légèrement replié en septembre 2018 dans les services marchands mais il demeure à un niveau élevé. L'activité a progressé dans tous les secteurs, à l'exception de l'hôtellerie-restauration. Dans les agences d'intérim, l'activité a légèrement progressé avec des disparités marquées selon les secteurs. Une forte baisse de la demande est signalée dans l'industrie, notamment dans la filière automobile, tandis que la demande a progressé dans les services et dans l'agro-alimentaire. Globalement dans les services marchands, l'activité, la demande, les prix et les effectifs ont progressé, et les perspectives sont bien orientées.

Évolution de l'emploi intérimaire



Source : Dares, emploi intérimaire comptabilisé en fin de trimestre à l'établissement de travail temporaire

Climat des affaires dans les services marchands



Source : Banque de France

DANS LA CONSTRUCTION L'EMPLOI RESTE STABLE

Au 2^e trimestre 2018, l'emploi dans le secteur de la construction reste stable (-0,1 % après +0,1 %).

D'après les statistiques sur la construction de logements, publiées par la DREAL⁷, le nombre de logements autorisés baisse de 9 % entre septembre 2017 et août 2018 (-5 % en moyenne en France), pour atteindre 12 480 logements. Ce nombre recule pour tous les types de logement. Dans le logement en collectif et résidence, les autorisations se replient de 11 %. Dans le secteur pavillonnaire, elles diminuent de 8 %. Tous les départements enregistrent des baisses d'autorisations dans le collectif, à l'exception de la Saône-et-Loire (+4 %) et du Territoire de Belfort (+20 %). Les replis les plus forts concernent la Nièvre (-38 %) et l'Yonne (-20 %).

⁶ Tendances régionales, Banque de France, octobre 2018.

⁷ Observation et statistiques : La construction de logements neufs en Bourgogne Franche-Comté, DREAL Bourgogne Franche Comté, octobre 2018.

Dans la région, les mises en chantier de logements progressent modérément comme au niveau national (+3 %). Les mises en chantier de logements collectifs ou en résidence augmentent fortement (+9 %) tandis que celles des pavillons reculent (-2 %).

Seuls trois départements enregistrent une baisse du nombre de logements mis en chantier par rapport à la même période de l'année précédente : la Saône-et-Loire (-6 %), la Haute-Saône (-15 %) et surtout le Doubs (-19 %) où les constructions d'appartements ont reculé d'un tiers.

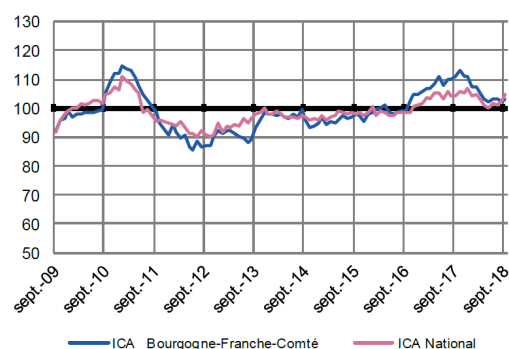
Dans les cinq autres départements les mises en chantier cumulées sur un an progressent, tout particulièrement dans l'Yonne (+21 %), la Côte-d'Or (+29 %) et la Nièvre (+34 %). Dans ces deux derniers départements où les constructions de logements collectifs et en résidence ont été beaucoup plus nombreuses.

INDUSTRIE : LES PERTES D'EMPLOI SE POURSUIVENT

L'emploi dans le secteur de l'industrie se replie à nouveau légèrement : -0,2 %, soit un peu plus de 300 emplois. Les effectifs baissent plus fortement ce trimestre dans la fabrication de matériels de transport (-1,4 % après -0,6 %).

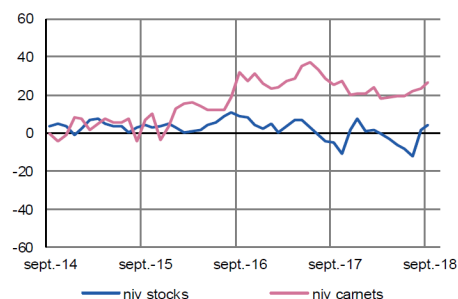
D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France⁶, le climat des affaires se redresse légèrement en septembre. La production est dans l'ensemble en léger retrait. Les carnets de commandes, déjà au-delà de leurs niveaux de longue période, continuent de s'étoffer sous l'effet d'une demande dynamique. Les perspectives sont favorables.

Climat des affaires dans l'industrie



Situation des carnets de commandes et des stocks de produits finis dans l'industrie

(en solde d'opinions CVS)



FOCUS AGRICULTURE

RÉDIGÉ PAR LA DRAAF



Au troisième trimestre, les conditions très sèches impactent les cultures et bloque la pousse des prairies

Dès la mi-juin, les températures et l'ensoleillement sont excédentaires ce qui conduit à un déficit de précipitations qui s'accroît tout au long de l'été. Ainsi, au cumul depuis le mois de juin, fin septembre, le déficit est de 167 mm soit - 56 %.

Des rendements limités pour les cultures récoltées en fin d'été

À partir de la mi-juin, les moissons démarrent partout dans la région. Les orges d'hiver ont mûri trop vite. Le rendement est de 66 q/ha soit 7 % au-dessus de la moyenne quinquennale. Le calibrage est conforme aux attentes brassicoles. Avec un rendement de 68 q/ha, les blés tendres sont 4 % au-dessus de la moyenne quinquennale. La qualité est au rendez-vous avec une teneur en protéines de 12 %. Le rendement des colzas est en net recul par rapport à 2017 avec 29 q/ha soit -11 % sur la moyenne sur 5 ans. Les semis de la nouvelle campagne se font dans le sec, avec pour conséquence un net recul des surfaces. La fin du cycle des cultures d'été souffre de la quasi-absence de précipitations. Ainsi, le rendement du tournesol est de 25 q/ha en retrait de 6 % sur la moyenne quinquennale. Les conséquences sont plus importantes encore pour le soja avec -19 % et un rendement de 22 q/ha mais aussi pour le maïs (71 q/ha contre 81 q/ha de moyenne quinquennale). Sur les marchés, le prix du blé atteint 209 €/t (rendu Rouen) en septembre soit 50 €/t au-dessus de septembre 2017. Le prix du colza est en hausse également à 371 €/t en lien avec l'augmentation du prix du pétrole et des surfaces semées inférieures aux prévisions en Europe.

2018, un excellent millésime tant en qualité qu'en quantité

Après plusieurs années difficiles dans l'ensemble du vignoble de la région, 2018 ramène le sourire à l'ensemble de la profession. On peut sans conteste parler d'une année pleine. L'Yonne et le Jura établissent des records sur la moyenne quinquennale avec plus 31 % et plus 54 %. Les deux vignobles ayant été touchés par le gel et la grêle au cours des dernières campagnes, 2018 restera comme une année salvatrice. La Nièvre, moins sévèrement impactée en 2017, enregistre néanmoins une hausse de 11 % par rapport à la moyenne quinquennale. Après un été chaud et sec, les pluies ayant précédé les vendanges ont permis de gonfler les nombreuses baies présentes sur les ceps. En Côte-d'Or et en Saône-et-Loire, le millésime présente des quantités aussi importantes que celui de 2009 soit respectivement +32 % et +14 % au-dessus de la moyenne quinquennale. Tous les voyants sont au vert avec l'annonce de cette très belle récolte aussi bien quantitative que qualitative.

Le prix du lait se maintient alors que le marché de la viande est morose

Si les bonnes conditions de pâturage au printemps se traduisent par une production de lait record en mai, la situation change en juillet. Ainsi, le niveau de production est équivalent à 2017 ce mois-ci. Les livraisons de lait conventionnel sont en hausse de 3,5 % alors que celles de lait AOP « Massif du Jura » baissent de 1,8 %. Le manque d'herbe commence à se faire sentir. Contrairement au prix du lait en France, le prix du lait toute qualité confondues, à 436 € les 1 000 litres est stable tout comme le prix du lait conventionnel à 360 €. A 542 € les 1 000 litres, le lait AOP est en hausse de 2,4 %. La production de fromages à pâte molle et celle des produits frais augmentent en juin et en juillet alors que celle des pâtes pressées non cuites est en baisse. Après un fléchissement en juin, les exportations de broutards repartent nettement en hausse en juillet à + 17 %, soit 117 000 têtes. Comme chaque année à la même période, leur prix décroche. Le marché de la viande est peu porteur. La canicule empêche la consommation de grillades et l'offre s'amplifie avec la décharge des prés. Ainsi, le prix du taurillon stagne. Le cours de la vache R résiste mieux à 3,75 €/kg de carcasse.

L'EMPLOI FRONTALIER REPART AU 2^E TRIMESTRE 2018

Au 2^e trimestre 2018, l'emploi frontalier progresse (+1,9 %) après avoir légèrement fléchi au trimestre précédent (-0,4 %). Sur un an, les effectifs augmentent : +3,3 % soit un peu plus de 1 120 emplois. Les effectifs baissent au 2^e trimestre 2018 dans les cantons de Neuchâtel (+433 emplois), de Vaud (+94 emplois) et du Jura (+87 emplois).

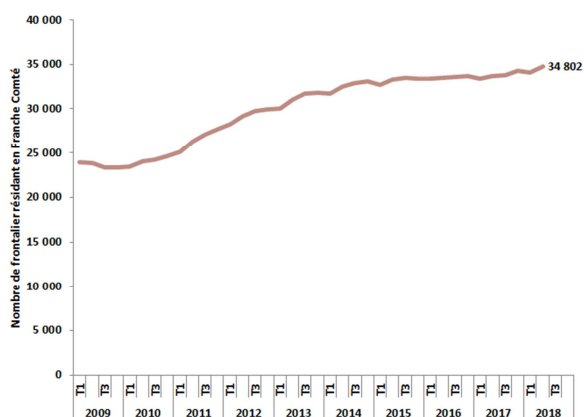
La situation économique dans ces cantons est favorable. En particulier, dans le canton de Neuchâtel, la situation économique s'est nettement améliorée. L'horlogerie, branche industrielle phare du canton, poursuit son développement. Les exportations nationales de ce secteur ont atteint au premier semestre 2018 leur plus haut niveau depuis trois ans.

Dans le canton de Vaud, l'activité est repartie depuis le second semestre 2017. La croissance économique progresserait en 2018 de 2,5 % et 1,9 % en 2019, selon les dernières prévisions calculées par le CREA et publiées par la Banque Cantonale Vaudoise (BCV), l'État de Vaud et la Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie (CVCI).

MEMENTO

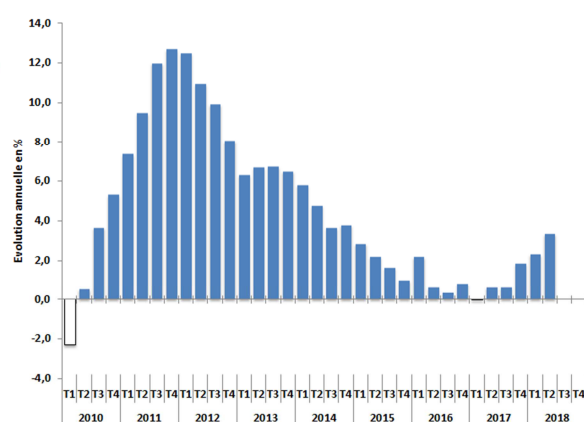
Environ 34 000 habitants de la région travaillent en Suisse. 70 % d'entre eux résident dans le département du Doubs. Le Jura et le Territoire de Belfort abritent l'un et l'autre 17 % et 9 % des frontaliers de la région. Quelques centaines de travailleurs frontaliers résident dans les départements de l'ex Bourgogne, essentiellement en Côte d'Or et en Saône-et-Loire.

Nombre de frontaliers en Bourgogne Franche Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Variation annuelle de l'emploi frontalier en Bourgogne - Franche-Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Lecture : au T4 2017, l'emploi frontalier a augmenté par rapport au T4 2016

LE CHÔMAGE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

LE CHÔMAGE BAISSÉ FORTEMENT

Le taux de chômage en Bourgogne-Franche-Comté continue de baisser et s'établit ce trimestre à 7,7 % (- 0,1 point). Le taux de chômage de la région reste plus faible qu'au niveau national (9,1 %). Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,5 point en Bourgogne – Franche-Comté (-0,3 point en moyenne en France).

Le taux de chômage diminue dans tous les départements de la région, à l'exception du Territoire de Belfort où il remonte légèrement. Le taux de chômage se situe entre 6,4 % dans le Jura à 9,1 % dans le Territoire de Belfort.

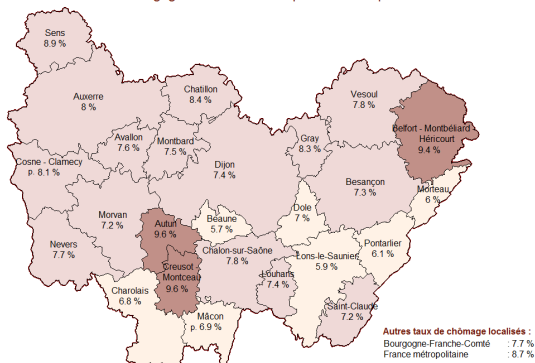
Taux de chômage par département

Départements	2e trim. 2017	1er trim. 2018	2e trim. 2018	Evolution trimestrielle	Evolution annuelle
Côte d'Or	7,7	7,4	7,3	↓	↓
Doubs	8,4	7,9	7,8	↓	↓
Jura	6,9	6,5	6,4	↓	↓
Nièvre	8,4	7,8	7,7	↓	↓
Haute-Saône	8,8	8,2	8,0	↓	↓
Saône et Loire	8,3	8	7,8	↓	↓
Yonne	8,8	8,4	8,3	↓	↓
Territoire de Belfort	9,8	9	9,1	↑	↓
Bourgogne-Franche-Comté	8,3	7,8	7,7	↓	↓
France hors Mayotte	9,4	9,2	9,1	↓	↓

Source : Insee

Au niveau zones d'emploi, le taux de chômage baisse dans la plupart d'entre elles et se stabilise dans les autres. Il diminue le plus dans les zones de Dole et de Cosne-Clamecy (-0,3 point chacune).

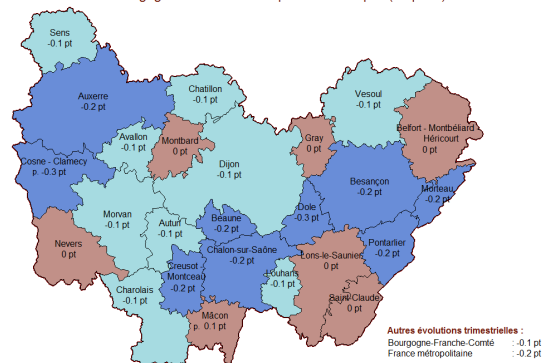
Taux de chômage localisés en moyenne sur le 2ème trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté par zone d'emploi



Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(p : pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté)

Évolution trimestrielle du taux de chômage localisé (2T2018/1T2018) en Bourgogne-Franche-Comté par zone d'emploi (en point)



Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(p : pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté)

LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATÉGORIE A AUGMENTE AU 3^E TRIMESTRE 2018

La région compte 125 000 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A au 3ème trimestre 2018. Ce nombre augmente de 1,2% par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A baisse de 2,9 %. En France métropolitaine, ce nombre progresse de 0,5% au cours du trimestre et diminue de 1,2% sur un an. En Bourgogne - Franche-Comté, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A augmente particulièrement pour les moins de 25 ans et plus.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente dans tous les départements à l'exception de l'Yonne et de la Nièvre.

Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite augmente de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 2,2 % sur un an pour les demandeurs de catégories B. Pour les catégories C, il diminue de 2,7% ce trimestre et progresse de 2,2 % sur un an. Au 3^{ème} trimestre 2018, la demande d'emploi de longue durée augmente de 0,3 % par rapport au 2^e trimestre 2018

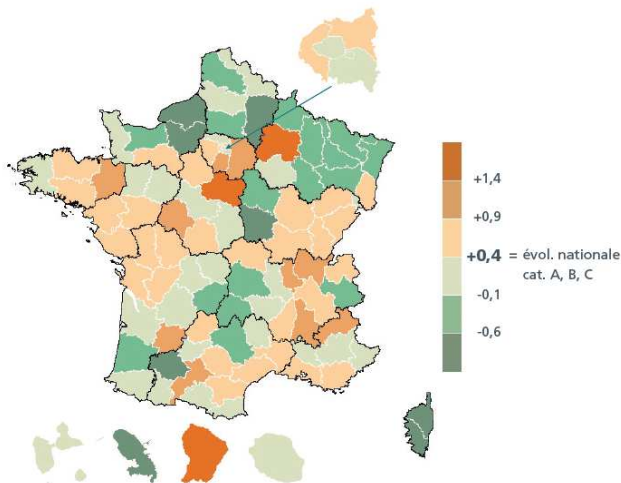
et diminue de 0,9% sur un an. La demande d'emploi de longue durée progresse de 0,6% au cours du trimestre et de 3,8% sur un an. Elle représente 46,4 % des personnes en recherche d'emploi.

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

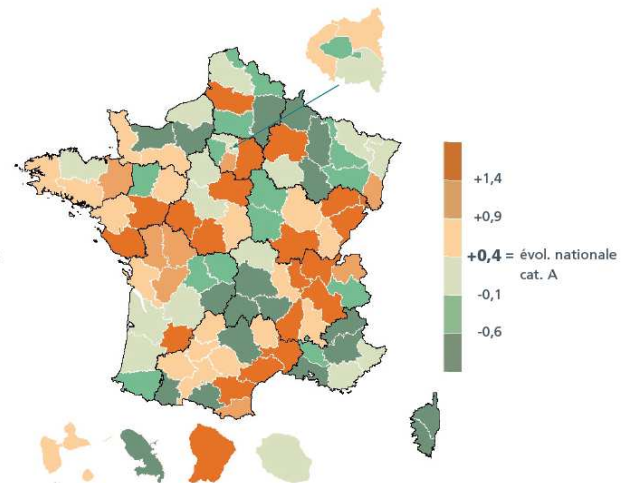
	3e trim. 2017	2e trim. 2018	3e trim. 2018	Variation trimestrielle		Variation annuelle	
Demande d'emploi en fin de mois							
catégorie A	128 790	123 540	125 000	✗	1,2	✓	-2,9
Catégories B	29 720	29 480	30 370	✗	3,0	✗	2,2
Catégories C	59 430	62 400	60 710	✓	-2,7	✗	2,2
Ensemble	217 940	215 420	216 080	✗	0,3	✓	-0,9
Demande d'emploi des femmes							
catégorie A	62 340	60 380	60 580	✗	0,3	✓	-2,8
Ensemble	112 980	112 890	113 120	✗	0,2	✗	0,1
Demande d'emploi des 15-24 ans							
catégorie A	18 670	18 120	18 540	✗	2,3	✓	-0,7
Ensemble	31 440	30 900	30 990	✗	0,3	✓	-1,4
Demande d'emploi des 50 ans et plus							
catégorie A	36 320	35 030	35 130	✗	0,3	✓	-3,3
Ensemble	56 200	56 350	56 650	✗	0,5	✗	0,8
Demande d'emploi de longue durée							
nombre	97 280	100 320	100 950	✗	0,6	✗	3,8
poids	44,6%	46,6%	46,7%	✓	0	✓	0

source : STMT Pole emploi DARES, données CVS, traitement Direccte Bourgogne Franche Comté, SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C au troisième trimestre 2018 (en %)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A au troisième trimestre 2018 (en %)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données CVS-CJO.

AUGMENTATION DES RUPTURES CONVENTIONNELLES

Le flux des ruptures conventionnelles homologuées ou autorisées par les UT de la Direccte reste important. Elles sont en augmentation : 3 353 ruptures ont été accordées au 2^e trimestre 2018, soit une hausse de 4,3 % par rapport à l'année précédente.

Les ruptures conventionnelles

	BFC	
	T2 2018	Evol./T2 2017
(en %)		
Nombre de ruptures conventionnelles*	3 353	+4,3
Cumul annuel	6 720	+6,8
Ruptures conv. Collectives (cumul)	6	
Licenc. effectifs et/ou envisagés (cumul)	467	

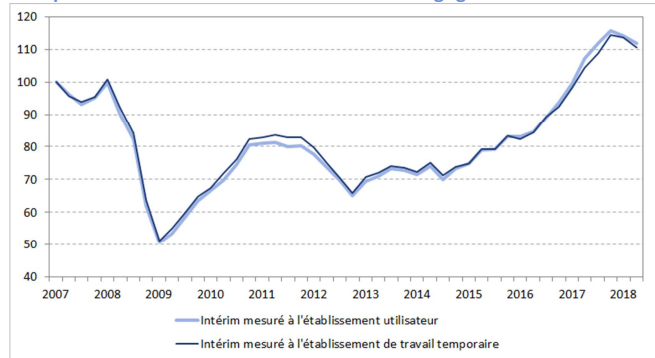
Source : DIRECCTE BFC / SI-Ruptures conventionnelles ; SI-Homologation PSE

LE RECOURS À L'INTÉRIM RECLE DE NOUVEAU

L'emploi intérimaire peut être mesuré de deux manières (cf. Encadré Mesurer l'intérim p11), à l'établissement de travail temporaire ou à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire l'établissement qui emploie l'intérimaire. Ce dernier concept, qualifié ici de recours à l'intérim, permet d'appréhender l'emploi intérimaire comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région.

Au 2^e trimestre 2018, le recours à l'intérim dans les établissements de la région continue de reculer (-1,9 % après -1,3 %). Le recours à l'intérim se replie dans l'industrie et dans le commerce. Dans l'industrie, il recule depuis le début de l'année 2018 et cette baisse s'intensifie au 2^e trimestre : -4,5 % après -2,3 %. Il progresse dans les autres secteurs d'activité. Ce recul est principalement dû aux baisses du recours à l'intérim dans la fabrication de matériel de transport et la fabrication d'autres produits industriels (produits en caoutchouc, plastique, le bois et papier, la chimie et la pharmacie).

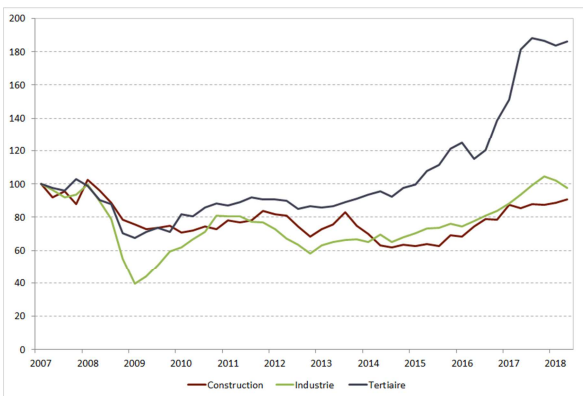
L'emploi intérimaire en fin de trimestre en Bourgogne-Franche-Comté



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Au niveau des départements, le recours à l'intérim progresse nettement en Haute-Saône (+1,3 %) et augmente dans le Jura sur un rythme plus modéré (+0,4 %). Il baisse dans les autres départements : de -0,5 % dans le Doubs à -6,8 % dans la Nièvre.

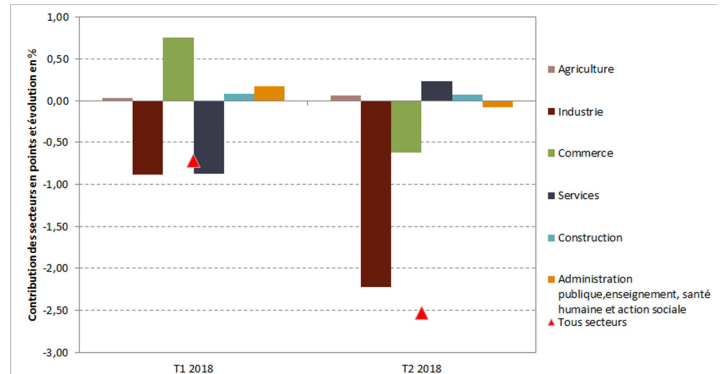
Le recours à l'intérim par secteur d'activité



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

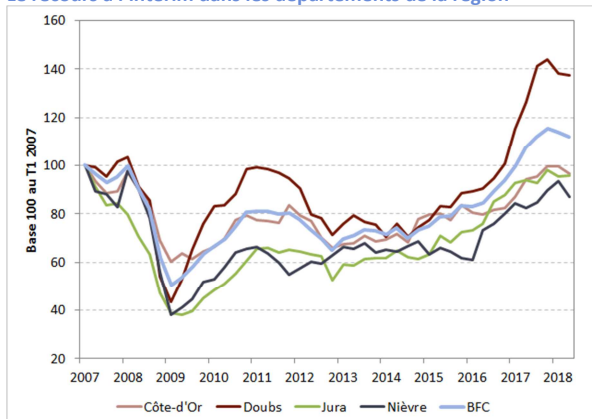
L'évolution du recours à l'intérim et la contribution des secteurs d'activité



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

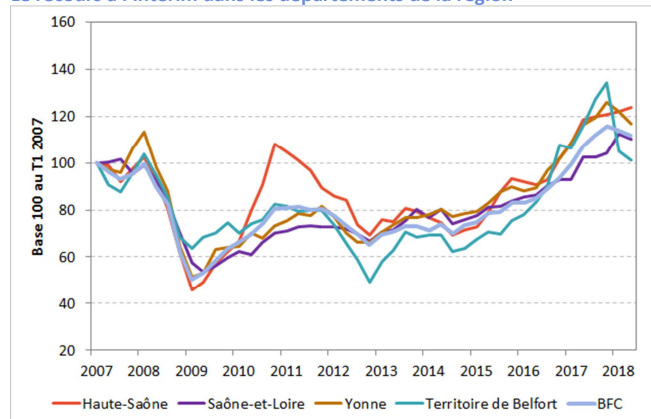
Le recours à l'intérim dans les départements de la région



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Le recours à l'intérim dans les départements de la région



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

MESURER L'INTÉRIM

- L'emploi intérimaire peut être mesuré à l'établissement de travail temporaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'agence d'intérim à laquelle il est rattaché. Ainsi, il est compté dans les effectifs d'un établissement de travail temporaire de la région et effectue sa mission dans un établissement qui se situe en dehors du périmètre régional. Cette définition est privilégiée dans les estimations d'emploi régionales et départementales de l'Insee, de l'Acoss et de la Dares. Elle permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.
- L'emploi intérimaire peut également être mesuré à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire à l'établissement qui emploie l'intérimaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'établissement dans lequel il effectue sa mission et peut par conséquent résider dans une autre région. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région et des grands secteurs d'activité.

ACTIVITÉ PARTIELLE : LES HEURES AUTORISÉES BAISSENT AU 3^E TRIMESTRE 2018

Les heures consommées d'activité partielle ont continué de reculer au 2^e trimestre 2018 par rapport à l'année précédente. Elles ont diminué dans tous les secteurs d'activité et dans tous les départements de la région.

Les heures autorisées qui sont un indicateur avancé de la situation économique, diminuent au 3^e trimestre 2018 par rapport au 2^e trimestre 2018. Le nombre d'heures autorisées et le nombre de demande reculent également.

Activité partielle : heures autorisées en Bourgogne-Franche-Comté

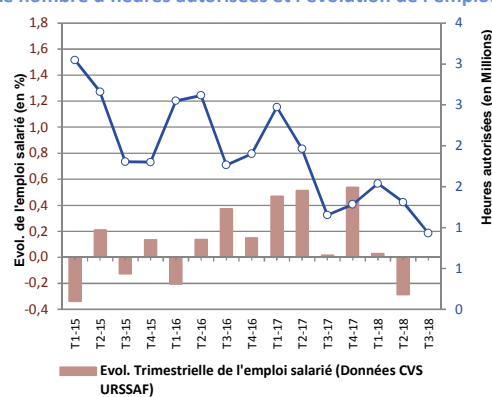
Données CJO*	BFC	
	T3 2018	Evol./T2 2017 (en %)
Heures autorisées		
Nombre de demandes	181	-21,0
Volume d'heures autorisées	931 044	-19,3
dont :		
Agriculture	403	-91,6
Industrie	732 454	-12,5
Construction	64 292	-51,4
Commerce	22 693	-53,5
Services	111 202	-15,3
Etablissements autorisés	163	-23,8
dont : étabs de 50 sal. et plus	29	-6,5
Nombre de salariés concernés**	3 021	-8,8
Total heures autorisées 12 mois glissés	5 062 759	-32,4

* corrigées des effets des jours ouvrables

** nombre moyen mensuel

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Le nombre d'heures autorisées et l'évolution de l'emploi



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Activité partielle : heures consommées dans la région

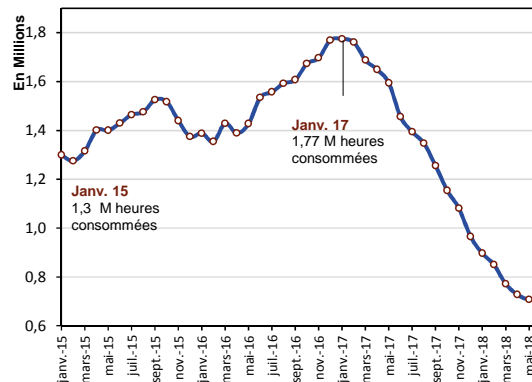
Heures consommées	BFC	
	T2 2018	Evol./T2 2017 (en %)
Nombre d'heures consommées*	166 555	-21,8
dont : Agriculture	974	-78,4
Industrie	117 434	-7,3
Construction	12 023	-52,1
Commerce	8 706	-66,3
Services	27 418	-10,8
Etabs ayant consommé des heures	233	-41,3
dont : étabs de 50 sal. et plus	23	-48,9
Nombre de salariés concernés**	1 856	-40,4
Total heures consommées 12 mois glissés	725 184	-50,2

¹ Un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** nombre moyen mensuel

Source : Dares, traitement Sese Directe Bourgogne-Franche-Comté

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissants)



Source : Dares, traitement Sese Directe Bourgogne-Franche-Comté

CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Les créations d'entreprises (tous types d'entreprises confondues) augmentent au 3^e trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté par rapport à l'année précédente (+13,1 %). Elles sont portées principalement par la création de microentreprises.

Les défaillances d'entreprises se replient (-1,1 %) au 2^e trimestre 2018 par rapport au 2^e trimestre 2017. Dans la région, 435 entreprises sont défaillantes et 1 324 emplois sont menacés. Cependant, le nombre d'emploi menacé augmente nettement par rapport à l'année précédente (+31,6 %), le 2^e trimestre 2017 étant un point particulièrement bas. Plus de six emplois menacés sur dix se situent dans les services (61,6 %).

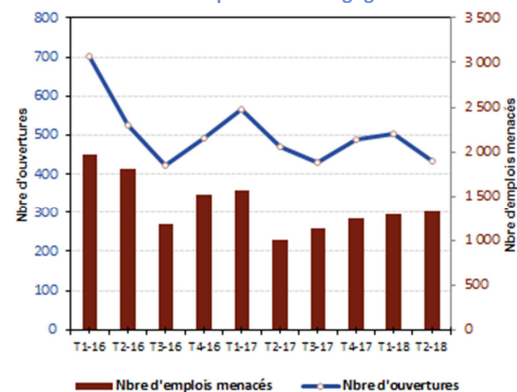
Les créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T3 2018	Evol./T3 2017 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	4 448	+13,8
dont : Entreprises individuelles	1 370	+4,7
Micro-entrepreneurs	2 008	+34,3
Sociétés	1 070	-3,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 440	+1,1
dont : Industrie	218	+18,5
Construction	366	+15,8
Commerce	566	-8,4
Services	1 290	-0,4
Total des créations sur 12 mois glissés	10 517	+10,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Les défaillances d'entreprises en Bourgogne - Franche-Comté



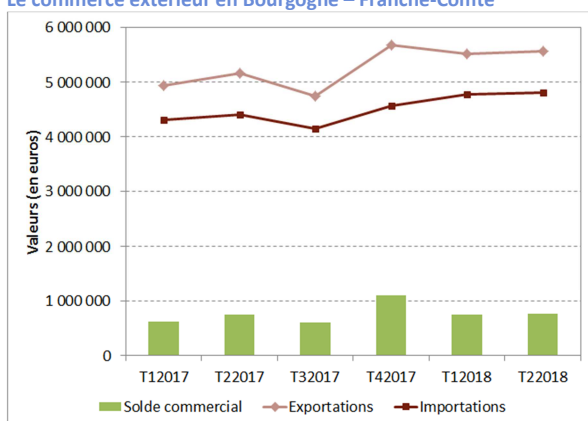
Société ALTARES-BODACC/INSEE-Sirene/DARES-SISMMO

LES EXPORTATIONS SE REPLIENT AU 2^E TRIMESTRE 2018

La Bourgogne – Franche-Comté représente 4,6 % des exportations de France métropolitaine⁸. L'Union Européenne est le principal débouché à l'export de la région. Les principaux partenaires sont l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique.

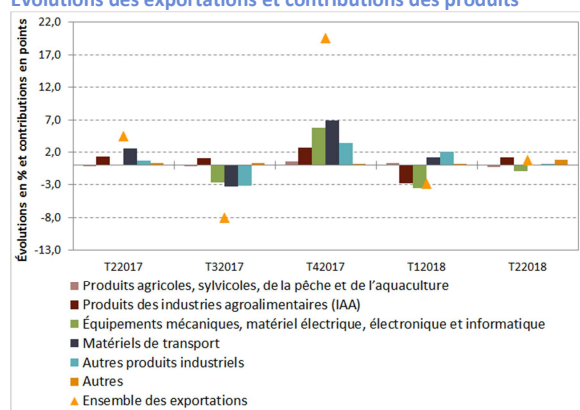
Suite au repli du 1^{er} trimestre 2018 (-2,8 %), les exportations de la région sont reparties légèrement au 2^e trimestre (+0,7 %). Cette hausse s'explique principalement par le léger rebond des exportations des produits des industries agroalimentaires qui a permis de compenser le recul des exportations d'équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique. Les exportations dans les autres secteurs se sont également stabilisées. Sur un an, les exportations ont nettement progressé (+7,7 %).

Le commerce extérieur en Bourgogne – Franche-Comté



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

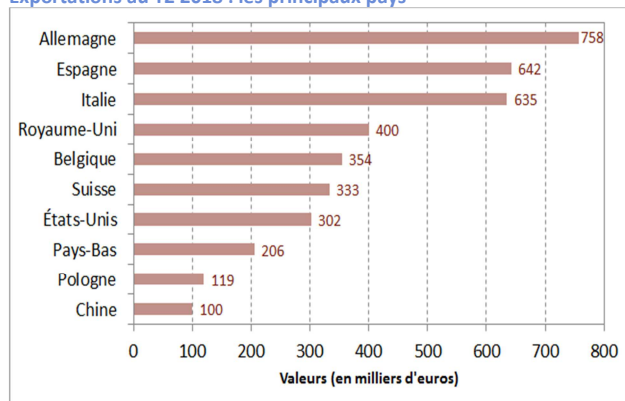
Évolutions des exportations et contributions des produits



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

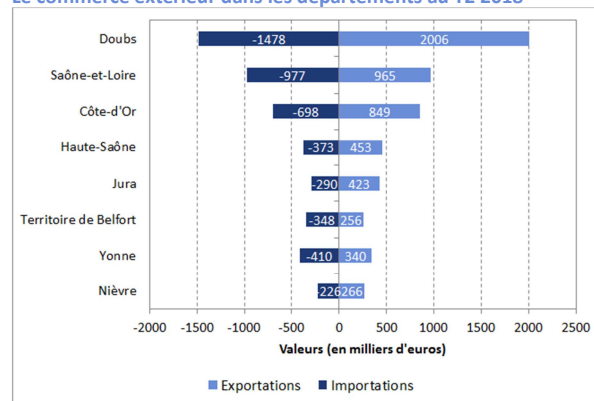
13

Exportations au T2 2018 : les principaux pays



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

Le commerce extérieur dans les départements au T2 2018



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

⁸ Chiffres du commerce extérieur pour la région et les départements, Direction générale des douanes, https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf

POUR EN SAVOIR PLUS

PUBLICATIONS RÉGIONALES :

- « *Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, novembre 2018.
- « *Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, novembre 2018.
- « *Statistiques trimestrielles des demandeurs d'emploi - 3^e Trimestre 2018* », Direccte et Pôle Emploi Bourgogne Franche Comté.
- « *La conjoncture agricole* », Draaf, Agreste, conjoncture agricole n°28, octobre 2018.
- « *la conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté* », Tendances régionales, Banque de France, octobre 2018.
- « *La construction de logements neufs en Bourgogne - Franche-Comté à la fin août 2018* », DREAL Bourgogne Franche Comté.
- « *Signaux défavorables au 2^e trimestre 2018, malgré une baisse du taux de chômage* », Insee, Note de conjoncture régionale – 2^e trimestre 2018, octobre 2018.

PUBLICATIONS NATIONALES :

- « *Point de conjoncture octobre 2018 : Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent* », Insee, octobre 2018.
- « *Le pouvoir d'achat rebondit au deuxième trimestre (+0,7 % après -0,5 %)* », Insee, Comptes nationaux trimestriels – résultats détaillés (PIB) - deuxième trimestre 2018, septembre 2018.
- « *En septembre 2018, le climat des affaires en France et le climat de l'emploi s'améliorent légèrement* », Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, septembre 2018.
- « *Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié ralentit dans le privé et recule dans la fonction publique* », Insee, Estimation flash de l'emploi salarié - deuxième trimestre 2018, septembre 2018.
- « *Le taux de chômage diminue de 0,1 point au deuxième trimestre 2018* », Insee flash, août 2018.
- « *Chiffres du commerce extérieur* » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :
https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf